

LA CRISE DE 1997 ET L'ÉCONOMIE NÉOLIBÉRALE DE TYPE CORÉENNE



SEO ICK-JIN *

Le système de fonctionnement de l'économie coréenne est déjà entré dans un processus de transformation radicale depuis la seconde moitié des années 1980 où l'excédent commercial est apparu pour la première fois depuis 1945, année de la libération nationale, et un processus de démocratisation a démarré avec l'élection présidentielle directe. Au cours de ce processus de transformation, il y a eu la crise économique en 1997, permettant la transformation en une économie sociale véritablement néolibérale à vitesse très rapide. Pourtant, il faut constater aussi que son modèle de développement (combinaison d'un régime d'accumulation et d'un mode de régulation) présente des particularités coréennes caractérisées par la domination économique des jaebols (grands conglomérats coréens) et une politique d'exportation.

Cet article est divisé en deux parties. La première va traiter du déroulement de la crise de 1997, de ses causes et de ses traits, la seconde examinera l'impact de cette crise sur l'économie coréenne ainsi que les traits de l'économie sociale coréenne actuelle.

La crise économique de 1997

Du commencement de la libéralisation économique à la crise

Pour ne pas aller plus loin, nous traitons ici une période qui va du milieu des années 1980 à 1997. C'est parce que, durant cette période,

* ÉCONOMISTE, UNIVERSITÉ DE KYUNGNAM, CORÉE DU SUD

l'économie coréenne a commencé à se comporter d'une façon sensiblement différente. Nous avons ailleurs qualifié cette période de « fordisme coréen » qui, d'un côté, met l'accent sur un rôle renforcé de la demande intérieure grâce à une augmentation rapide des salaires et à la formation d'une classe moyenne et d'un autre côté, une part relativement élevée des exportations dans le PIB. Il s'agit d'une « économie à deux marchés » qui se complètent [Seo, 2000].

Mais les contradictions qui s'accumulaient au cours de ce développement ont conduit finalement à une crise majeure. Pour les examiner, il nous semble nécessaire de revenir sur une double articulation : l'une entre le réel et le monétaire, l'autre entre le national et l'international.

10 D'une part, cette période a connu, d'abord, un déficit courant croissant depuis l'année 1990 jusqu'à la crise, après avoir connu un excédent massif pendant seulement quatre années successives (1986-1989). Le volume des importations s'est accru beaucoup plus vite que celui des exportations, qui lui-même augmenté rapidement. Parce que les firmes domestiques, face à une concurrence accrue due à une ouverture rapide, ont importé de plus en plus d'inputs intermédiaires (surtout biens d'équipement, technologies de pointe, matériaux et composants) et l'importation des biens de consommation et de l'énergie s'est accrue à cause d'une amélioration de la vie de la population. Il faut noter aussi que la dépendance du Japon pour les biens d'équipement, les technologies, les matériaux, les composants, n'a pas été sensiblement diminuée, ce qui démontre les limites de l'industrialisation au cours de cette période. Ensuite, le déficit des services s'est accru, notamment pour les frais de transports, le tourisme, l'envol des profits, les redevances, etc. Il faut y ajouter le fait qu'une augmentation des redevances montre la limite des innovations technologiques qui n'ont pas pu encore surmonter l'étape d'innovations mineures (étude, assimilation et application des technologies importées) pour aller à celle d'innovations majeures (invention des nouvelles technologies).

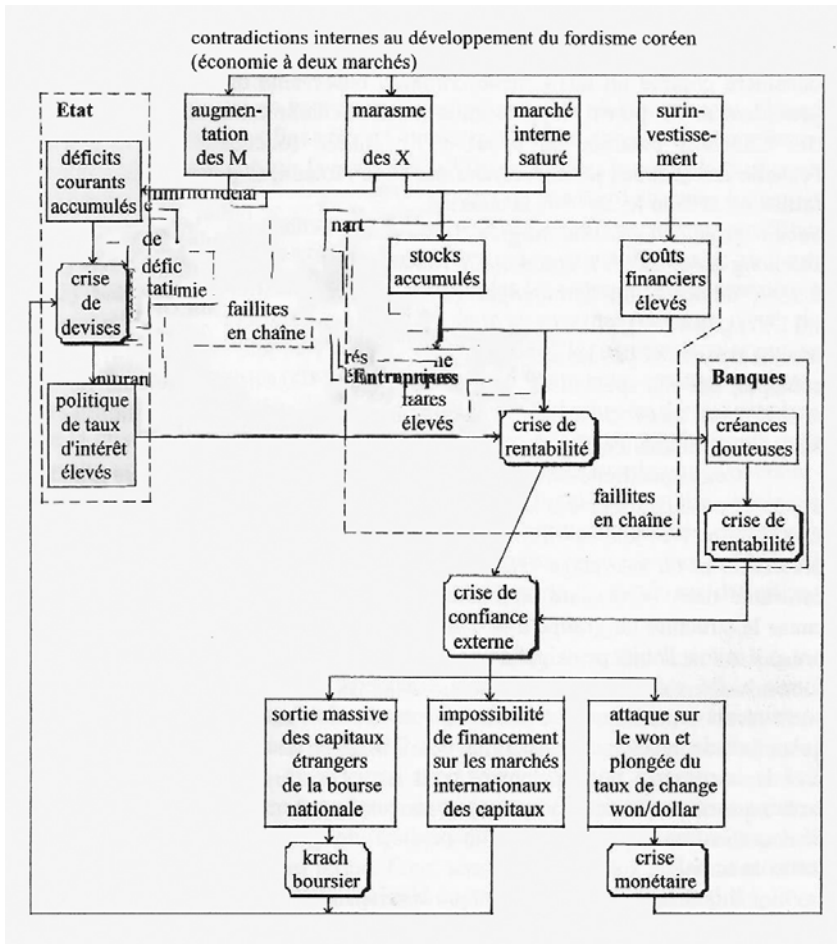
D'autre part, cette période a connu, malgré une augmentation remarquable des créances extérieures, un nouveau processus d'endettement extérieur : un montant brut de 140,7 milliards de dollars, et un montant net de 34,7 milliards de dollars en 1996. Ce processus est un résultat direct de l'ouverture financière, surtout celle des marchés de capital. On peut dire ainsi que le déficit commercial était comblé par l'excédent de la balance des capitaux,

tout en s'accompagnant d'une accumulation du risque de défaut. On peut aussi repérer une nouvelle contrainte extérieure en terme de dépendance monétaire vis-à-vis du yen japonais lorsque l'on tient en compte le fait que l'exportation coréenne est entrée dans une concurrence sévère avec la japonaise et que la Corée est toujours dépendante des biens intermédiaires japonais. C'est ainsi que la dynamique de l'exportation est devenue plus dépendante de l'évolution de la valeur du yen que de celle du dollar. À ce sujet, il faut rappeler l'adoption du régime de change flottant avec un panier monétaire et une limitation des fluctuations journalières à $\pm 2,25\%$ en 1980, et l'autorisation des investissements étrangers dans le marché boursier en 1992.

À partir de 1996, les marchés des biens de consommation durables comme les appareils électroménagers, les voitures, etc. ont commencé à se saturer, et en même temps, la dynamique des exportations a commencé à s'affaiblir. L'inquiétude sur un surinvestissement et une surproduction s'est manifestée visiblement à partir du début 1997. Une chaîne des non-paiements des grands groupes industriels (dit *jaebols*) comme Hanbo (sidérurgie), Sammi (aliments), Daenon (aliments), Jinro (alcool), Kia (voiture), etc. Les autorités se sont interrogées sur l'opportunité du sauvetage de Kia Automobile en attendant environ six mois pour prendre la décision définitive de le nationaliser. Cette hésitation et surtout cette décision finale ont causé une déception des investisseurs étrangers, déjà en baisse, au point de les amener à fuir des marchés boursiers coréens. Il en a résulté une chute brutale de la Bourse et de la valeur de la monnaie nationale, le won.

La crise monétaire, déclenchée en Thaïlande le 2 juillet 1997, s'est transmise rapidement vers les autres pays asiatiques comme les Philippines, la Malaisie, l'Indonésie, Singapour et a enfin débarqué avec le vent d'automne en Corée du Sud. Il s'agissait d'une contagion de la crise. Le gouvernement coréen est intervenu en vain sur le marché des changes en vendant presque toutes les réserves de devises pour soutenir la valeur de la monnaie nationale. Les réserves de devises étaient épuisées au début de novembre. Dans une situation où toutes les fenêtres de financement des devises sont fermées, il n'y avait pas d'autres moyens que d'aller au FMI le 21 novembre pour demander un crédit d'urgence pour un total 58,3 milliards de dollars, la somme historiquement la plus haute atteinte.

Un schéma d'analyse du déroulement de la crise



12

Source : Seo (2000 : 517).

C'est ainsi qu'un régime de tutelle du FMI s'est installé. Le programme de restructuration s'est mis en place à travers une politique d'austérité (baisse du taux de croissance, austérité monétaire et budgétaire, désinflation, etc.) Mais la pression du FMI ne s'est pas arrêtée là et a forcé à plus d'ouverture (démantèlement des barrières commerciales, ouverture des marchés financiers), abolition des monopoles (autrement dit jaebols), et privatisation des entreprises publiques, tout cela en passant outre à la commission du FMI. La politique d'austérité a organisé une situation de *credit crunch* qui a suscité des non-paiements des entreprises

financièrement saines, c'est-à-dire une banqueroute du bénéfice. L'économie coréenne a été plutôt détériorée qu'améliorée. Face à cet échec clair de la politique d'austérité et aussi aux critiques tous azimuts, le FMI a changé l'axe de la politique économique pour celle de la relance. Il est vrai que la baisse de la valeur du Won (au pic environ 2 000 won/dollar) a relancé l'augmentation des exportations, mais c'était une diminution brutale des importations qui a été l'origine d'un excédent commercial. Le montant des exportations n'a guère augmenté à cause de la baisse des prix des exportations en dollar malgré une augmentation de ses volumes, tandis que les importations sont diminuées brusquement à cause d'une montée des prix domestiques et d'une diminution du revenu national. Avec la stabilisation du taux de change aux alentours des 1 300 won/dollar (environ 900 avant la crise), les exportations ont continué à augmenter pour accroître les excédents commerciaux. La restructuration des dettes extérieures négociée avec les groupes de créanciers internationaux a aidé à surmonter la crise des dettes.

C'est ainsi que l'économie coréenne a pu redresser la situation. Mais cette grande crise économique n'a pas été sans conséquences majeures pour l'avenir du pays.

13

À propos des causes et des caractéristiques de la crise

La crise coréenne de 1997 a donné lieu à différentes interprétations. Sans vouloir ajouter une autre analyse, nous nous contenterons de proposer une classification des arguments et faire quelques remarques sur les points litigieux qui nous semblent importants pour une meilleure compréhension de cette crise.

Les deux critères de classification sont appliqués dans le tableau 1 ; l'un oppose facteurs internes et facteurs externes, l'autre acteurs et système. Mais, ce tableau ne prétend pas avoir rassemblé tous les facteurs et toutes les interprétations.

Premièrement, le terme de *moral hazard* apparu brusquement est devenu un mot à la mode. Depuis, il est couramment utilisé pour indiquer des mauvais actes qui conduisent à la crise ou à des difficultés économiques. Mais il semble que les raisons pouvant expliquer ces actes ne sont pas traitées suffisamment. Il faut aussi noter que le *moral hazard* des créanciers internationaux n'est pas beaucoup retenu par rapport à celui des débiteurs nationaux. En

effet, le fonds de sauvetage du FMI est plus pour les créanciers que pour les débiteurs. Mais l'analyse des acteurs n'est pas suffisante au point que les acteurs sont toujours contraints par le système.

Deuxièmement, la question de savoir quel modèle de développement était en cours au moment du déclenchement de cette crise nous semble être particulièrement importante [Kim J.-Y., 2001]. C'est parce que les actes des acteurs et aussi les causes de la crise peuvent être différents selon la nature du système. Nous supposons que le système en question n'était pas, du moins, le dit « modèle coréen » (celui d'un État développementiste ou d'une croissance menée par l'investissement) qui peut être concrétisé par une « économie menée par l'investissement (*big push* pour construire une économie nationale autonome par l'industrialisation) – par un emprunt (pour des importations indispensables et contrôlées) – par des exportations (exigées par la contrainte extérieure sous la forme de la balance des paiements) » sous la soi-disant « dictature développementiste » (un type extrême de la régulation étatique) [Seo I.-J., 2000 et 2003].

14

Bien sûr, nous ne pouvons pas non plus constater que c'était une économie néolibérale au sens propre. Parce que l'on était au milieu d'une grande transition du système dans laquelle il est difficile de repérer un système pouvant être clairement défini. Pour emprunter l'expression officielle, il s'agit d'une transition d'une économie dirigée par le gouvernement vers une économie dirigée par le civil (ou le marché). De toute façon, bien que l'on ne puisse pas l'identifier comme un système néolibéral, ce que nous pouvons dire au moins est que le recul de l'État, effectué au cours de cette période transitoire, a été suffisamment grand pour que les acteurs civils, surtout les *jaebols*, aient joui d'une liberté presque totale de prendre tous les types de décision économique sauf exceptions.

Enfin, nous pouvons aussi avancer une perspective institutionnaliste [Lee B.-C., 2012] selon laquelle la cohérence entre les formes institutionnelles de la « dictature développementiste », qui a assuré une croissance rapide et élevée, était en destruction et que la recherche d'une croissance sans régulation portait des effets secondaires et surtout des contradictions. Par exemple, la démolition de l'*Economic Planning Board* (1993) fait diminuer l'effet de la coordination des politiques économiques différentes ; l'abolition du système de gestion centralisée des devises n'a pas contribué à assurer leur meilleure utilisation productive ; la stratégie gouvernementale

Tableau 1 : Une classification des interprétations de la crise

	Facteurs Internes	Facteurs Externes
Acteurs	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Moral hazard</i> des acteurs nationaux (« c'est notre faute! ») <ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement : politiques erronées (suppression totale de planification, abandon de la coordination des investissements, ouverture imprudente du marché des capitaux, maintien de la valeur du won, etc.) - Entreprises : recours insensé aux emprunts à l'étranger, surinvestissement et surproduction, stratégie de globalisation des activités. - Ménages : consommation outrée de biens étrangers, voyage à l'étranger. - Institutions financières : emprunts à l'étranger, <i>Yen-carry-trade</i> par omniums 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Moral hazard</i> des acteurs internationaux (« c'est à cause des étrangers! ») <ul style="list-style-type: none"> - Organisation internationale (WTO, IMF, OECD etc.) et pays avancés, spéc. États-Unis : pressions pour ouverture et libéralisation. - Banque globalisée : <i>moral hazard</i> des créanciers. - Capital international à court terme (<i>hedge fund</i>) : spéculation. - <i>International credit-rating agency</i> : baisse des <i>ratings</i>.
Système	<ul style="list-style-type: none"> • Identification du « modèle coréen » : emprunt-exportation/ dictature développementiste ou régime néolibéral type coréen - période transitoire. • Incohérence entre accumulation et régulation, et aussi celle entre plusieurs institutions. - Régime de taux de change flottant administré : <i>peg</i> au dollar. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ordre international néolibéral : croissance sans régulation (gouvernance). • Régime d'accumulation dirigé par la finance. • Système globalisé fermé : interdépendance structurelle.
Caractéristiques	<ul style="list-style-type: none"> • Crise des dettes (-> crise financière -> crise économique). 	<ul style="list-style-type: none"> • Crise monétaire (= manque de liquidité des devises, chute de la valeur de la monnaie nationale).

pour la « globalisation », s'accompagnant d'une augmentation massive des investissements financés de l'étranger et des dépenses de consommation outrées, résultant une accumulation rapide massive du déficit courant et de la dette externe, n'a pas suffisamment tenu compte de la contrainte extérieure, principalement à cause des flux massifs de capitaux étrangers à court terme.

La crise de 1997 était-elle une crise monétaire ou bien une crise de la dette ? Elle indique un manque de la liquidité en devises et donc une chute de la valeur de la monnaie locale sur le marché des changes à cause d'une augmentation brutale de la demande des devises par rapport à l'offre. Mais si la mobilisation des réserves en

devises ne suffit pas pour stabiliser la valeur monétaire, elle doit se transformer en une crise des dettes à travers le défaut. Dans le passé de la Corée, il n'y a pas eu de crises monétaires précédant la crise des dettes parce qu'il n'a pas existé effectivement de marché des devises à cause d'un régime du taux de change fixe ou d'un régime flottant mais systématiquement administré. Autrement dit, si le marché des devises fonctionne bien, la crise des dettes est obligée d'être précédée par une crise monétaire. si on considère le fait que si le pays n'avait pas eu de dettes excessives, la crise serait restée dans une crise monétaire sans sa transformation en une crise des dettes et ensuite une crise financière et une crise économique, la crise asiatique doit être considérée comme une crise des dettes.

L'installation d'une économie sociale néolibérale de type coréen

16 Si l'on considère l'ordre mondial néolibéral comme une donnée naturelle qui ne peut pas être changée ou contrôlée par les efforts humains, on est obligé de s'y adapter. C'est ainsi que les mythes de fondamentalisme de marché et de compétitivité sont devenus réalité. Il est certain que les gouvernements successifs après la crise sont obnubilés par ces mythes. Les dirigeants politiques, conservateurs ou progressistes, ne sont pas du tout différents. Ils ont pensé que le pays ne pourrait survivre sans sa transformation en une véritable économie sociale néolibérale, surtout à la mode américaine. Il nous paraît donc naturel que les *global standards* qui ne sont qu'*american standards* soient volontairement acceptés.

Pouvoirs progressistes orientés vers le néolibéralisme

L'élection présidentielle de la fin 1997 s'est terminée par l'arrivée au pouvoir de D.-J. Kim, un gouvernement qui peut être identifié comme progressiste, voire de gauche. C'est le premier changement du pouvoir dans l'histoire coréenne après la libération nationale en 1945. Cette victoire du parti d'opposition a été une sanction de la population contre l'échec économique du gouvernement Y.-S. Kim (1993.2-1998.2). Mais, le nouveau président, D.-J. Kim (1998.3-2003.2), étant connu comme favorable à une « économie populaire » (mettant l'accent sur égalité, bien-être, protravailleur, etc.), s'est métamorphosé tout d'un coup en un libéral, farouche partisan du marché concurrentiel et d'une politique néolibérale.

Ses politiques réformatrices étaient basées sur quatre axes : secteur public, secteur financier, marché du travail et secteur des entreprises.

Le nœud d'une réforme du secteur public résidait dans la privatisation des entreprises nationalisées jugées insolubles et la restructuration des entreprises publiques saines. Dans le secteur financier, le plafond de la part des actions boursières pouvant être possédées par les investisseurs étrangers a été supprimé et la limitation de la fluctuation journalière du taux de change won/dollar a été abolie. La réforme du marché du travail qui a consisté surtout dans l'introduction du licenciement pour raisons économiques et celle du secteur des entreprises dans la réglementation des *jaebols* au niveau de leurs activités et aussi de leur structure de propriété étaient si étroitement liées qu'une « commission travailleurs-employeurs-gouvernement », installée pour la première fois sous l'égide du gouvernement, a pu difficilement arriver à un compromis. Mais les mesures adoptées se sont réalisées tardivement et sont devenues inefficaces avec le temps, alors que la flexibilité du marché du travail était de plus en plus renforcée, principalement à cause d'une détérioration de la situation économique et du phénomène de « croissance sans création d'emplois ».

La victoire électorale du Parti démocratique a amené au pouvoir le gouvernement M. H. Rho (2003. 3.-2008. 2). C'est partiellement grâce à son image populaire et tout d'abord grâce à la maîtrise rapide de la crise de 1997 par le gouvernement précédent. Il a sûrement beaucoup contribué à la diminution de l'autoritarisme traditionnel de la société coréenne, mais il a simultanément poursuivi une stratégie de conclusion d'accords FTA (*Free Trade Agreement*) pour faire entrer le pays dans la globalisation. La Corée se classe aujourd'hui au premier rang dans le nombre des FTA et dans le nombre des pays qui ont conclu plus d'un FTA, y compris les États-Unis, l'Union européenne, le Canada, l'Australie, etc. Il est en train de négocier avec la Chine, le Japon, le TPP (Trans-Pacific Partnership) guidé par les États-Unis. Quant au FTA avec les États-Unis, le gouvernement a passé outre à une opposition ralliée par une partie de sa propre majorité. La question qui reste concerne les intérêts opposés qui interviennent entre le TPP de type américain et le FTA avec la Chine.

Il est naturel que le gouvernement M. B. Lee (2008.3-2012.2), libéral conservateur, ait renforcé les politiques néolibérales. Il a été beaucoup aidé par un marasme économique mondial organisé par

la crise des *subprimes* américaines. La population a choisi un CEO, sorti du groupe Hyundai, en espérant qu'il pourrait mieux résoudre les problèmes économiques. Son slogan électoral a été « Président de l'économie ». Il n'a pas fallu beaucoup de temps pour que l'on s'aperçoive que « M-Bnomics », nom populaire de son paquet de politique économique, n'est qu'une tricherie. Le taux de croissance annuel de 7 % pendant 5 ans qu'il s'est fixé pour son mandat est un objectif impossible à atteindre, dès lors que le taux de croissance potentiel est estimé au niveau de 3-4 %. L'essentiel se trouve dans le caractère pro-jaebols : privatisation des entreprises purement publiques comme aéroport, métro, électricité, etc., baisse de la fiscalité pour les riches, exécution de très grands travaux publics comme le plan d'aménagement des quatre fleuves les plus grands du pays par les sociétés de construction et de travaux publics des jaebols, fixation d'un faible niveau du taux de change pour les jaebols exportateurs, etc. En somme, il apparaît comme un chien des jaebols et a cherché des intérêts individuels en complicité avec eux. Il a aussi complété l'ouverture et la libéralisation financière en sorte que le marché boursier devienne l'un des marchés émergents au niveau de fluctuation des cours le plus élevé.

C'est ainsi que la Corée est devenue une véritable économie sociale néolibérale dominée par les jaebols.

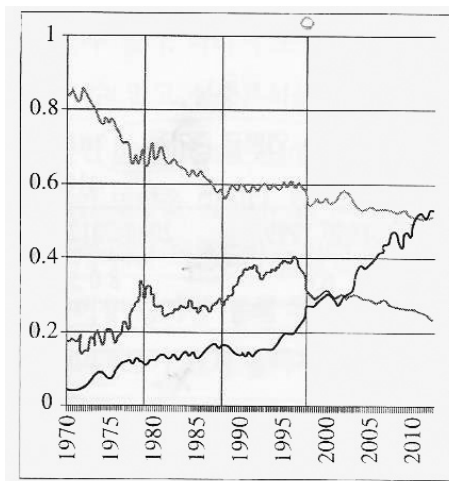
Caractéristiques de l'économie sociale néolibérale de type coréen

Modèle de développement dominé par les exportations des jaebols

Si l'on accepte l'identification comme une économie sociale de type coréen, il faut concrétiser la signification du type coréen dans la mesure où le libéralisme est déjà connu.

À ce propos, nous proposons un modèle de développement qui se compose d'un régime d'accumulation tiré par les exportations et d'un mode de régulation dominée par les oligomonopoles, qui sont les jaebols. Il s'agit un modèle de développement dans lequel le rythme d'accumulation est déterminé principalement par le dynamisme des exportations opérées par les jaebols, alors que la formation et le fonctionnement des institutions qui mettent en œuvre la régulation des activités sont presque dominés par les intérêts des jaebols. Ici, on peut parler d'une régulation par les jaebols au nom du marché, non pas par le gouvernement comme auparavant.

Graphique 1
Évolution des parts de la consommation, de l'investissement et de l'exportation dans le PIB



Source: Hong (2013 : 115).

Il faut donner quelques fondements à cette hypothèse.

Tout d'abord, la part des jaebols dans l'économie nationale est écrasante : GDP, exportation, investissement, mise en vente, etc. Il faut rappeler notamment leurs parts dans l'investissement et l'exportation, deux facteurs de la demande intérieure influençant directement la conjoncture et la dynamique de la croissance économique. En plus, avec des excédents commerciaux, ils dirigent l'économie nationale. En outre, une hiérarchie verticale entre les entreprises est déjà construite : les jaebols au sommet, les grandes entreprises indépendantes au milieu, et enfin les petites et moyennes entreprises (PME) en bas. Les sociétés des jaebols sont des entreprises qui produisent les biens finaux à travers le montage des composants, qui sont normalement fournis par les autres PME. La relation entre les donneurs d'ordre et les fournisseurs peut être caractérisée par celle de domination-subordination, et quelquefois par celle d'exploitation (détermination unilatérale des prix et des conditions de paiements, changement arbitraire de la ligne d'échange, etc.), mais jamais celle d'une collaboration ou d'un bénéfice mutuel.

Ensuite, les jaebols possèdent des sociétés financières non bancaires comme les assurances, les fonds d'investissements, etc., alors qu'ils ont des parts limitées dans la possession des actions bancaires (actuellement jusqu'à 4 % selon le principe de la séparation du capital industriel et du capital financier).

Enfin, l'État est subsumé par les jaebols dans la mesure où le gouvernement lui-même met en œuvre des politiques pro-jaebols et les crimes (fraude fiscale, détournement, héritage illégal, transaction injuste, etc.) commis par les jaebols se terminent souvent par une punition bénigne. En outre, pas mal de hauts fonctionnaires accèdent après leur retraite aux postes de travail offerts par les entreprises des jaebols. Il s'agit là une union personnelle qui achève un « République des jaebols ».

Il serait injuste de ne pas voir de contradictions intrinsèques dans ce modèle.

Ily a des fictions dans la domination industrielle des jaebols. Les grandes entreprises de montage sont dépendantes des composants de cœur qui sont importés depuis les pays technologiquement avancés comme le Japon par excellence. Leur stratégie d'achat des inputs intermédiaires nécessaires depuis le monde entier fait une grande pression sur les fournisseurs, PME nationales, en termes de prix et de conditions de paiement. Une baisse de la profitabilité des investissements industriels et un tarissement des domaines profitables conduisent les jaebols à pénétrer les activités traditionnellement réservées aux tout petits commerçants comme le commerce de détail, les restaurants, de sorte que ces derniers, déjà en concurrence fatale à cause d'une augmentation de leur nombre depuis la crise de 1997, sont ruinés (Institute ouvrant une nouvelle société, 2009). Ceci est un facteur d'affaiblissement de la classe moyenne.

Le secteur d'exportation dominé par les jaebols est en train de devenir une « économie exclusive » dont la relation avec le reste de l'économie est affaiblie : le coefficient de production induite de la manufacture, surtout de l'industrie de l'information et de la communication, a tendance à augmenter et le coefficient d'importation induite également. Les gains d'exportation gagnés par les jaebols exportateurs ne circulent pas suffisamment vers le reste de l'économie à cause d'une stagnation des salaires, d'une accentuation de la gérance à l'étranger, etc. Les jaebols ayant des réserves gigantesques dans leurs coffres n'investissent pas à l'intérieur

de l'économie nationale, mais se précipitent vers les occasions d'investissements à l'étranger.

La stagnation de la demande intérieure est un facteur consolidant la baisse tendancielle du taux de croissance. Celle-ci est surtout due à une stagnation ou même une diminution de la consommation des ménages. Le ratio des salaires rapportés au PIB s'est durablement abaissé après la crise de 1997 ; toutes les analyses utilisant des indicateurs différents évaluent sa chute d'environ 10 %. Et depuis 1998 l'écart entre le salaire réel et la production réelle du travail s'est accru alors que ces deux indicateurs augmentaient jusque là au même rythme. Tout cela démontre bien une évolution de la distribution du revenu national défavorable aux ouvriers. La stagnation des salaires peut être expliquée par une stagnation du niveau de salaire, l'instabilité accrue de l'emploi, la difficulté à créer des emplois due à l'adoption des technologies économisant la main-d'œuvre, etc. Il en résulte une augmentation rapide des dettes des ménages. Quant à la stagnation des investissements domestiques, elle est plutôt due à un manque de la profitabilité attendue à partir des investissements domestiques. Ce n'est alors pas raisonnable de critiquer les jaebols, mais il faut reconnaître qu'ils sont des acteurs vraiment globalisés, et aussi que la faiblesse des investissements constitue un facteur de baisse du taux de croissance potentielle [Park Moon, 2005].

Le phénomène de croissance tirée par la finance n'est pas bien clair dans le cas coréen, car l'effet de richesse n'a pas été mesuré. Par contre, il est certain que le secteur financier n'est plus un secteur de service pour les activités productives. Les banques hésitent à prêter aux PME pour privilégier l'octroi de prêts pour l'achat immobilier par les ménages.

Une société fragmentée : société fatiguée et en même temps risquée

L'adhésion consciente et volontaire à la mondialisation de type néolibéral s'est naturellement accompagnée de l'exposition des acteurs nationaux à une concurrence globale acharnée qui peut être caractérisée par une concurrence sans discrimination et sans limite. Dans ce cas, la société en question ne peut pas éviter d'être une société où le « compétitivisme » (compétitivité comme valeur suprême) est exigé de tous parce que l'efficacité et la performance sont des critères uniques pour apprécier toutes choses. Tous les acteurs, individus ou entreprises, sont poussés à faire le maximum

pour renforcer leur compétitivité. C'est ainsi que se former tout au long de la vie est une expression à la mode. C'est un aspect de la « société fatiguée ».

Avec un marasme économique durable, la réalisation de l'efficacité est poursuivie au travers d'une diminution des coûts plutôt que par une augmentation des bénéfices. Dans cette ligne de réflexion, pour les entreprises, le salaire est considéré plus comme un coût (au niveau micro) qu'un pouvoir d'achat (au niveau macro), et la maîtrise des salaires est un moyen de renforcer la compétitivité. Les ouvriers sont obligés de se soumettre aux bas salaires et préférer à travailler le plus longtemps possible. C'est un autre aspect de la « société fatiguée ».

Si la stagnation des salaires et la démolition de la classe moyenne se combinent avec un approfondissement de l'inégalité du revenu et une bipolarisation de la richesse, l'exclusion sociale se consolide. Il en résulte une hausse rapide des suicides et des crimes sans raisons, ce qui exalte l'inquiétude sociale. C'est un aspect de la « société risquée » [Eun, 2009].

22

Tous s'efforcent de diminuer tous les types de coûts, soit individuels et collectifs, soit privés et publics. Même les coûts nécessaires pour garantir la sécurité sont aussi évités. Cette mentalité provoque une frigidité vis-à-vis de la sécurité. C'est un autre aspect de la « société risquée ».

Une société fatiguée et aussi risquée présente des aspects particuliers. Ainsi, propagation de l'égoïsme et recherche des rentes économiques, destruction de la communauté et négligence de l'intérêt public, privatisation des gains (collectifs) et socialisation des pertes (individuelles), etc. en constituent la longue liste. Nombre des gens ressentent sincèrement une tristesse, une inquiétude ou une colère. On ne peut pas dire que le vent chaud comme remède, en vogue depuis quelques années, soit une preuve directe.

Conclusion

On parle d'une crise du néolibéralisme. Il nous semble qu'il n'y a pas d'alternative unique, mais il est nécessaire de chercher une combinaison du marché et de l'État. Il faut que chaque pays cherche une alternative qui soit adaptée à ses propres conditions : historique, culturelle, sociale, économique et environnementale. Pour la Corée, il semble que l'exigence minimale est de prendre les mesures qui peuvent socialiser les jaebols, à travers une réglementation de leur

tyrannie, une réforme de la gouvernance d'entreprise, et élargir et consolider la base de la demande intérieure à travers un renforcement du réseau de sécurité sociale, une politique active de redistribution du revenu [Seo-Nielson, 2014], une réforme du système de l'éducation publique, etc. Les théoriciens de gauche ont commencé à discuter d'un régime de croissance tirée par le revenu (ou le salaire) [Kim J.-I., 2013 ; Chu S.-Y., Cheon S.-M., 2014 ; Hong J.-P., 2014]. Mais, les dirigeants politiques et économiques inconscients sont indifférents. Il nous paraît dans ces conditions qu'il est inévitable de se préparer à de nouvelles luttes sociales, et que les conditions pour ces dernières sont en train d'être remplies.

La soutenabilité du modèle de développement dirigé par les jaebols exportateurs qui est en cours en Corée n'est pas garantie. Il manifeste déjà une croissance très faible et des symptômes sociaux de sa crise.

Nous voulons rappeler, pour terminer, que le naufrage du bateau Sewol (temps) est un accident de chantier qui témoigne bien d'une société risquée.

Bibliographie

– Seo Ick-Jin (2000), *La Corée du Sud : Une analyse historique du processus de développement*, L'Harmattan.

Textes coréens

- Kim J.-Y. (2001), *La formation et la démolition du mode de développement du capitalisme coréen*, Nanumeuijip.
- Kim J.-I. (2013), « Effets de la distribution du revenu sur la croissance dans une économie à petite taille », Korean Association for Political Economy, *The Review of Social & Economics Studies*, n° 42.
- Park Y.-S.-Moon S.-S. (2005), « Causes d'un affaiblissement de la croissance potentielle de notre économie et perspective sur l'avenir », Banque de Corée, *Rapport mensuel statistique*, octobre.
- Institute ouvrant une nouvelle société (2009), *L'économie coréenne après le néolibéralisme*, Fenêtre du temps.
- Seo I.-J. (2003), « Mode de développement de l'industrialisation coréenne », in Lee B.-C. (éd.), *Dictature développementiste et Âge de Park J.-H.*, Changbi.
- Seo H.-J.-David Nielson (2014), « De la crise financière globale au New Deal Keynesian global : Tâches pour le succès d'une nouvelle stratégie de la croissance tirée par les salaires », Korean Association for Political Economy, *The Review of Social & Economics Studies*, n° 43.
- Eun S.-M. (2009), *IMF Crisis*, Monde de livres.
- Lee B.-C. (2012), *Collision des théories de l'économie coréenne*, Humanitas.

SEO ICK-JIN

- Chu S.-Y.·Cheon S.-M. (2014), « Mesure du ratio du revenu du travail rapporté au PIB : chercher une alternative adaptée aux conditions coréennes des salaires », Korean Association for Political Economy, *The Review of Social & Economics Studies*, n° 43.
- Hong J.-P. (2014), « Impact de l'évolution du ratio des salaires sur la demande totale en Corée : possibilité d'appliquer le modèle de croissance tirée par les salaires », Korean Association for Political Economy, *The Review of Social & Economics Studies*, n° 43.

Résumé:

L'auteur aborde la nature de la crise asiatique de 1997 et de ses différentes interprétations, de sa contagion à l'économie de la Corée du Sud et des répercussions durables qu'elle engendra sur celle-ci en transformant le pays en économie sociale néolibérale dominée par les grands conglomérats (jaebols) très actifs dans les activités exportatrices.